

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Liste des auteurs	9
Sommaire	11
Propos introductifs	13

PREMIÈRE PARTIE L'APPRÉHENSION DE L'ERREUR

Sources et origines de l'erreur

L'erreur, un droit constitutionnel ?

Nicolas KADA	23
I. Un droit constitutionnel de l'erreur	25
A. La reconnaissance de l'erreur	25
B. La sanction de l'erreur	27
II. Un droit constitutionnel à l'erreur	28
A. Un droit reconnu au Conseil constitutionnel	29
B. Un droit reconnu aux organes politiques	30

Les aspects juridiques de l'erreur économique

Pascale IDOUX	33
I. L'appréhension en amont : les mécanismes préventifs de l'erreur économique	33
A. La recherche de l'objectivité de la prévision économique	34
1. Le recours à l'expertise privée	34
2. L'autorité publique indépendante	34
B. La recherche de la qualité de la prévision économique	35
1. Les instruments classiques	35
2. Les instruments plus nouveaux	36
II. L'appréhension en aval de l'erreur économique constituée	36
A. Existe-t-il un contentieux idéal pour appréhender l'erreur économique ? ..	37
1. Bref rappel de la classification des contentieux	37
2. Absence de supériorité intrinsèque du plein contentieux sur le REP ..	37
B. Existe-t-il une retenue du juge dans l'appréhension de l'erreur économique ?	38
C. Existe-t-il une spécificité de la répression de l'erreur économique ?	39

L'erreur en droit international public ou l'erreur de prévoir l'erreur en droit ?

Jean-Marc SOREL	43
I. Les fondements de l'erreur dans le droit des traités : entre aléa historique et régime consacré	43
A. La difficile réunion des conditions de l'erreur	43

B.	Une pratique ponctuelle aux incidences disproportionnées	45
II.	Les conséquences attachées à l'erreur : un paysage évanescent à la pratique incertaine	47
A.	La logique absolue de l'erreur.....	47
B.	La gênante proximité d'autres notions ou principes	49

Facettes et manifestations de l'erreur

L'erreur, la fraude et la bonne foi en droit fiscal

Cendrine DÉLIVRÉ	55	
I.	Erreur et bonne foi en droit fiscal.....	56
A.	Un large recours à la notion de bonne foi en droit fiscal	56
1.	La présomption de bonne foi du contribuable.....	57
2.	Une reconnaissance de la bonne foi par la loi	58
3.	Une reconnaissance de la bonne foi par la jurisprudence.....	60
B.	La bonne foi, critère de distinction de la gravité de l'erreur commise	61
1.	L'erreur de bonne foi : l'erreur involontaire aisément réparable	61
2.	L'erreur de mauvaise foi : l'erreur volontaire réprimée par la procédure de répression des abus de droit.....	62
II.	Erreur et fraude en droit fiscal.....	63
A.	L'erreur fiscale volontaire et frauduleuse : la pénalisation de la procédure fiscale.....	63
B.	La multiplication des sanctions pénales fiscales.....	65

L'erreur du jury dans la jurisprudence administrative

Didier RIBES.....	69	
I.	Première erreur : le défaut d'impartialité d'un membre du jury	71
II.	Deuxième erreur : la composition évolutive du jury	73
III.	Troisième erreur : le non-respect du règlement du concours.....	76
IV.	Quatrième erreur : le traitement discriminatoire de certains candidats	77
V.	Cinquième erreur : le non-respect des règles de publicité	78
VI.	Sixième erreur : l'erreur matérielle	78
VII.	Septième erreur : la redélibération du jury	79

SECONDE PARTIE

LA RÉCEPTION DE L'ERREUR

La correction de l'erreur

L'erreur, le revirement de jurisprudence et le conseil constitutionnel

Ariane VIDAL-NAQUET	85	
I.	L'erreur, à l'origine du revirement de jurisprudence constitutionnel ?	88
A.	La possibilité d'une erreur de jurisprudence.....	88
1.	La jurisprudence comme erreur.....	89
a)	La diversité des formes de l'erreur.....	89
b)	Erreur et vérité	90
2.	L'application de la jurisprudence comme erreur	90
a)	L'application est la cause de l'erreur	90

b) Erreur, revirement et politique jurisprudentielle	91
B. La reconnaissance de l'erreur	88
1. Le dévoilement de l'erreur	92
2. L'admission de l'erreur	94
a) Le déni	94
b) L'insaisissable revirement de jurisprudence	95
II. Le revirement de jurisprudence constitutionnel comme erreur ?	96
A. La possibilité du revirement de jurisprudence constitutionnel	97
1. La reconnaissance de la jurisprudence constitutionnelle	97
2. Le fondement du revirement	99
a) Le fondement juridique	99
b) Le fondement extra-juridique : le revirement comme progrès ..	101
B. La pratique du revirement de jurisprudence constitutionnel	102
1. La nécessité du revirement	102
a) La pesée avantages/inconvénients	102
b) La motivation du revirement	103
2. Les qualités du revirement	104
a) L'anticipation du revirement : prévisibilité et /ou progressivité ?	104
b) La rareté du revirement	105

Quelques remarques sur une curiosité juridique :

les recours en rectification d'erreur matérielle dans le contentieux électoral devant le Conseil constitutionnel

Thierry RAMBAUD	107
I. La recevabilité du recours en rectification d'erreur matérielle par le Conseil constitutionnel	109
II. La correction de l'erreur matérielle	110

L'erreur en droit des contrats administratifs

Grégory KALFLÈCHE	113
I. L'erreur, vice du consentement	115
A. L'erreur, vice du consentement quasiment identique en droit public et en droit privé	115
B. La justification du faible nombre de spécificités de l'erreur dans le cadre des contrats administratifs	117
II. L'évolution de l'erreur dans le cadre des contrats de la commande publique	119
A. La mise à mal de la théorie de l'autonomie de la volonté remet en cause l'erreur comme vice du consentement	119
B. L'erreur et l'appréciation de son caractère substantiel sont décalées sur le droit de la commande publique	122

Les conséquences de l'erreur

L'erreur judiciaire et le droit public : vers la fin de la faute ?

Xavier BIOY	127
I. L'erreur comme absence de faute	130
A. La juridiction n'admet que l'erreur	130

1.	L'erreur est une vérité légale remplaçant une autre vérité légale	130
2.	L'erreur est établie par une révision.....	131
B.	L'indemnisation comme garantie	132
1.	L'indemnisation automatique, sans faute	132
2.	L'indemnisation comme droit fondamental	134
II.	De la faute à l'erreur.....	134
A.	Le rejet de la faute subjective	135
1.	L'imputation de la faute au service	135
2.	L'impasse de la responsabilité personnelle des magistrats	136
3.	L'appel des droits de l'homme.....	137
B.	L'objectivation de la faute	138
1.	Une faute désobjectivée.....	138
2.	La confusion des indemnisations	139
	Conclusion	140

Erreur ou bienfait ? Le divorce du droit constitutionnel et de la science politique

	Christian BIDEGARAY	141
I.	« Quai des brumes » ou les équivoques d'un mariage de raison	141
A.	Un droit « équivoque » : le droit constitutionnel	142
1.	Un droit politique	142
2.	Un droit manquant de juridicité	143
B.	Une concurrente fortuite : la science politique	144
1.	Une origine accidentelle : la création de l'École libre des sciences politiques.....	144
2.	Une lente maturation : des sciences politiques à la science politique	145
C.	Un mariage de raison : le droit constitutionnel et les institutions politiques	146
1.	Un mariage sous le régime de la communauté	146
2.	Une communauté réduite aux acquêts	146
II.	« Drôle de drame » ou les effets pervers d'un divorce par consentement mutuel.....	147
A.	Les avantages du divorce.....	147
1.	Un vrai droit : le droit constitutionnel	147
2.	Une science politique libérée	147
B.	Les écueils de la liberté	149
1.	Un juge fétichisé	149
2.	Un déterminisme social survalorisé	151

Débats	155
---------------------	-----

Rapport de synthèse

Jean du BOIS de GAUDUSSON.....	173
--------------------------------	-----

Table des matières	177
---------------------------------	-----